

**QUELS ENSEIGNEMENTS QUALITATIFS ET DYNAMIQUES PEUT-ON TIRER
DES ELECTIONS DU 23 OCTOBRE 2011 ?**

Sémi CHERIF

De l'intérêt des tunisiens pour ces élections... et pour le politique d'une façon générale

Dans ce registre, et s'agissant des élections du 23 octobre 2011, la première chose qui interpelle et qui mérite certainement d'être relevée est que le taux de participation à ces élections n'a pas dépassé les 50%.

Un taux qui, apparemment, avait largement satisfait, au lendemain de ces élections, la quasi-totalité de la classe politique et les commentateurs qui avaient vu en lui une victoire de la démocratie, une consécration des objectifs de la « révolution » et un indicateur certain de la maturité politique atteinte par les tunisiens.

Seuls certains des perdants de ces élections insistaient, un peu plus que les autres, sur le fait que ce taux devrait amener les gagnants à relativiser leur interprétation quant à leur représentativité et à leur « concéder » une participation plus importante dans le processus décisionnel qui irait au-delà de ce qu'ils sont « normalement » en mesure de revendiquer de par leurs résultats dans ces élections.

Dans le même ordre d'idées, il est à faire observer que certains de ces perdants, pour plaider davantage en faveur de la nécessaire relativisation des résultats quant à leur représentativité, ont mis en avant le fait que leur déroulement a été entaché de plusieurs irrégularités qui, sans pour autant remettre en cause fondamentalement les résultats, ont influé sur le poids final des uns et des autres tel qu'il est ressorti des urnes.

Pour notre part, et même si nous demeurons convaincu qu'il serait trop réducteur de ne l'aborder que sous cet angle, nous avons approché ce taux comme une proxy pouvant renseigner, un tant soit peu, sur l'intérêt qu'ont eu les tunisiens pour ces élections et même au-delà.

Autrement dit, nous considérons que l'une des questions qu'on pourrait se poser a trait à l'interprétation qu'on peut avoir du fait que près d'un tunisien sur deux n'est pas allé voter dans des élections pour lesquelles il était censé avoir, eu égard à leur contexte et à leur objet, un rapport de proximité très appréciable.

N'était-il pas appelé à voter pour choisir une Assemblée qui, outre le fait qu'elle était appelée à assurer la gestion d'une crise grave et très profonde, avait à rédiger une Constitution qui était d'autant plus importante dans sa portée qu'elle avait pour principal objet de mettre fin à des décennies d'un régime de dictature, d'en empêcher le retour et de garantir aux tunisiens un cadre juridique pouvant les intéresser davantage à une réalité qui est à façonner et les amener à être convaincus qu'ils peuvent et qu'ils doivent en être les véritables acteurs.

De là, et du fait que toute la « classe politique » ne faisait que marteler l'opinion publique par un discours ayant un large dénominateur commun¹, nous continuons à penser que le premier constat qui aurait dû retenir l'attention des politiques et des commentateurs – l'une des rares choses connaissant une véritable croissance en Tunisie –, c'est cette moitié des tunisiens qui n'a pas voté.

Une non-participation qui aurait dû, faut-il le souligner, être prise d'autant plus au sérieux qu'elle est venue confirmer une appréhension qui se dessinait, déjà en août 2011, alors qu'on préparait les élections.

En effet, cet intérêt pour les élections, relativement en deçà de ce qui aurait été souhaitable, était déjà perceptible à l'occasion des inscriptions sur les listes électorales ayant amené l'Instance Supérieure Indépendante des Elections (ISIE) à reporter, dans un premier temps, la date de clôture de ces listes et de prévoir, dans un deuxième temps, une modalité pour permettre aux non-inscrits de participer finalement aux élections.

Pour une interprétation plus nuancée du taux de participation à ces élections...

Ce comportement de vote est relativement peu conforme à celui qu'on aurait pu attendre d'un peuple qui a souffert pendant près de cinquante ans de l'absence d'une transparence totale en matière d'organisation d'élections et qui s'est vu privé de l'utilisation d'un tel vecteur pour exprimer sa volonté et ses choix.

D'ailleurs, ce comportement ne peut être expliqué et encore moins être justifié, comme certains ont essayé de la faire, en se référant à des niveaux similaires de participation observés, à titre d'exemple, dans les élections présidentielles américaines ou dans des législatives et autres cantonales dans tel ou tel pays européen.

On ne peut le faire pour plusieurs raisons et nous n'en citerons que les deux suivantes parce qu'elles nous semblent les plus évidentes :

- d'une part, ce taux, quand bien même il serait le même pour une élection donnée, il ne peut être interprété de la même façon d'un pays à un autre du fait qu'on ne peut en tirer des enseignements sans tenir compte entre autres des dimensions historique, politique, social et culturel propres au pays considéré,
- et, d'autre part, et en matière d'analyse des résultats d'une élection, il est tout aussi important de relever le niveau d'abstention que d'en analyser les raisons et leurs pondérations.

Dans cette optique, et de par le contexte politique dans lequel ces élections ont pris place dont l'une des caractéristiques principales est sa « nouveauté » pour la grande majorité aussi bien pour les partis politiques que pour les électeurs, il aurait été plus indiqué d'avoir une interprétation politiquement plus objective du taux de participation enregistré au niveau de ces élections.

Pour ce faire, il aurait été approprié de s'interroger, notamment du côté des partis politiques, dans quelle mesure ce niveau de participation ne traduisait-il pas une offre politique peu en phase avec les préoccupations et les attentes des tunisiens et des tunisiennes et n'était-il pas un résultat des vecteurs et des techniques de communication utilisés lors de la campagne électorale d'une manière générale.

Quoi qu'il en soit, et pour conclure sur cet aspect, nous considérons que, si la tenue et l'organisation de ces élections ont constitué une nouvelle étape dans la pratique politique de la Tunisie, une attitude plus réfléchie et plus mesurée aurait été plus propice quant à l'appréciation et l'interprétation de leurs résultats en termes de taux de participation.

En effet, il aurait fallu faire état de plus de lucidité politique avant de vouloir faire de ce taux une « fête » de la démocratie et il aurait mieux valu garder le sens de la nuance pour ne pas présenter ce niveau de participation des tunisiens et des tunisiennes comme étant une consécration des objectifs de la « révolution ».

Nous pensons qu'une telle attitude aurait été d'autant plus souhaitable, pour ne pas dire recommandée, que ces élections portaient sur le choix d'une Assemblée ayant à élaborer une Constitution dans un pays où le modèle de société reste à élaborer et qui a besoin d'une véritable rupture avec le passé.

Un passé où le système a toujours eu besoin d'« embellir » la réalité en recourant à la même technique propagandiste consistant, tour à tour, à surestimer ce qui lui sied et à sous-estimer ce qui ne lui convient pas.

Et pour plus de prudence dans l'appréciation de la cartographie politique issue de ces élections...

Le deuxième aspect, sur lequel on souhaite se pencher dans cet essai, concerne l'un des résultats les plus attendus dans ce genre d'élections, à savoir la « cartographie » politique qui en est issue.

Il est à faire observer que nous entendons par cartographie politique celle qui découlerait d'une dynamique politique où la proximité d'un citoyen d'un Parti politique² résulterait essentiellement de sa perception que ce Parti est le vecteur le plus à même de concrétiser le projet de société qu'il ambitionne et où son vote, lors d'une échéance électorale, ne serait alors que l'expression tangible de cette perception, pour ne pas dire de cette conviction.

Or, ni la campagne qui a précédé les élections du 23 octobre 2011 ni le contenu des programmes proposés ne pouvaient orienter le vote des électeurs sur cette base. Il en a été ainsi du fait que les questions de fond³ en rapport avec la nature de la société que souhaitent les tunisiens et les tunisiennes, devant notamment refléter leurs sensibilités politiques différentes – pour ne pas dire sur bien des aspects de leurs référentiels idéologiques différents –, n'ont pas été au centre des clivages et des débats entre Partis.

En effet, l'ambiguïté du discours politique, ayant prévalu lors cette campagne, sur un certain nombre de sujets importants ont rendu non fondé et non rigoureux tout exercice ayant pour finalité l'interprétation du vote d'un électeur comme une adhésion claire et tranchée pour le Parti politique ayant bénéficié de ce vote.

Parmi ces sujets, il est à citer, et à titre d'exemple, celui qui aurait concerné le religieux, autrement dit le rôle de la religion dans la vie publique, à quoi on a

substitué celui portant sur la religion qui, considérée comme relevant de la foi d'un individu et de son espace privé, n'a jamais constitué une source de divergence entre les tunisiens.

Cette non clarté a eu pour conséquence qu'un grand nombre d'électeurs se sont déterminés, presque d'une manière « spontanée », non pas en fonction de leur perception de cette position du religieux et de ses implications sur le projet de société souhaité, mais en fonction de ce qu'ils considèrent comme étant leur rapport à Ennahdha et de leur perception de ce mouvement.

Du coup, d'une manière relativement appréciable, et même si on ne dispose pas d'une quantification rigoureuse de ce comportement, plusieurs électeurs ont opté pour une sorte de « vote utile » où selon leur perception de Ennahdha en tant que porte drapeau de la sensibilité islamiste ou de menace pour le projet « moderniste », les gens ont, respectivement, voté pour ou contre et pour lui donner ou non une majorité pouvant faciliter ou non son arrivée au pouvoir.

De ce fait, et bien que ceci n'explique qu'en partie le comportement de vote, il faut, toutefois, en tenir compte et être prudent quand on veut analyser le poids des différents Partis politiques à partir de ces élections parce qu'il laisse entrevoir que, pour un nombre important d'électeurs, ce qui a été déterminant dans leur vote c'est de « stopper » ou non « les islamistes ».

De là, on a assisté à l'émergence d'une pseudo-bipolarité faisant fonction de « voile » et « masquant » une véritable « mosaïque »⁴ existant au niveau de la « scène politique » et au sein même de chacun des deux « pôles », quand bien même on pourrait supposer leur existence et s'y référer.

Autrement dit, les explications du comportement de vote d'un nombre non négligeable d'électeurs, seraient à rechercher beaucoup plus dans des comportements de type vote « utile » que dans ceux traduisant une adhésion à un Parti politique.

Par conséquent, et d'une manière plus générale, les résultats des élections ne peuvent être utilisés au-delà d'une certaine limite. Il faut, notamment, éviter d'en tirer des enseignements qualitatifs pouvant servir à des extrapolations sur l'évolution future de l'échiquier politique surtout qu'on ne dispose pas de données fines sur les caractéristiques sociodémographiques des électeurs de chaque Parti et sur leurs motivations de vote.

Une lecture attentive et objective de ces élections pourrait conduire à un certain nombre d'enseignements qualitatifs et dynamiques...

A défaut de pouvoir se livrer à des analyses plus approfondies de ces résultats du fait de la non disponibilité de données plus fines et plus exhaustives, et qui nécessiteraient des investigations allant au-delà de la simple utilisation des résultats des élections proprement dites, nous allons nous limiter à en présenter une lecture

pouvant conduire à la proposition d'un certain nombre d'enseignements qualitatifs et dynamiques s'y rapportant.

Pour ce faire, nous allons essayer de les synthétiser en trois grands lots d'éclairages différents couvrant un spectre appréciable d'éléments d'information pouvant être tirés de ces élections.

Le premier lot concerne les éclairages pouvant découler des scores enregistrés par certains courants ou Partis politiques qui sont en deçà de ce qu'ils étaient en droit d'espérer de par la place affectée à la sensibilité politique qu'ils sont censés représenter dans l'historique de l'opposition et de ses élites et celle que devraient occuper certains des thèmes clés de leurs discours de campagne dans la société tunisienne.

Il est à citer, dans ce registre, les scores réalisés par les Partis, ou les listes, de Gauche. Des scores qui peuvent être considérés comme « relativement faibles » et qui interpellent à plus d'un titre d'autant plus que ces élections se sont déroulées, entre autres, dans un contexte socio-économique perçu comme étant, « traditionnellement », favorable pour ces « Partis » ou pour qu'ils fassent au moins état de meilleurs résultats.

En effet, il est communément pensé qu'un contexte propice à une bonne implantation, au double plan géographique et social, de la Gauche est un contexte, comme ce fût le cas de celui dans lequel se sont tenues ces élections, se caractérisant par :

- des attentes sociales importantes de la population en termes de prestations de services sociaux, d'emplois, d'amélioration des conditions de vie, de lutte contre la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion,
- une dynamique revendicatrice portée sur le plan social par les jeunes « supposés » être plus proches d'une conception de la société et des valeurs prônées par ces courants,
- et, une présence suffisamment importante des courants conservateurs⁵ rendant habituellement plus « recevable » un discours appelant pour une mobilisation permettant d'endiguer la menace qu'ils représentent pour les valeurs de modernité, de progrès et de démocratie généralement « revendiqués » comme l'essence des valeurs de la Gauche.

Or, il importe de faire observer que les résultats de ces élections ne semblent pas confirmer ce type de corrélations ni celles supposées devoir exister d'une manière presque mécanique entre l'appartenance sociale ou encore la situation socio-économique d'une personne et son vote comme en témoigne, à titre illustratif, le vote des gens dans les régions pauvres et les cités dites populaires des grandes villes.

Un constat qui, à défaut de reprendre des concepts tels que « la non conscience des gens de leur position de classe et dans la lutte des classes sociales » ou encore, un peu à la française, « l'embourgeoisement de la classe ouvrière » etc. devrait inciter toutes les parties concernées à chercher des explications plus adaptées à la réalité sociétale tunisienne.

Dans le même ordre d'idées, et toujours dans ce premier lot d'éclairages, il est à relever les résultats réalisés par les Partis, ou les listes, se réclamant du courant

« Nationaliste Arabe », avec ses différentes variantes, qui partage avec la Gauche une présence importante dans l'histoire contemporaine du monde politique arabe et de ses élites qu'elles aient été au pouvoir ou dans l'opposition.

Plaidant pour l'Unité du monde arabe comme cadre stratégique de toute action et de tout programme politique dans les années à venir et la présentant comme une nécessité vitale pour conférer à la Nation arabe un poids l'autorisant à négocier une position autre que celle dont elle dispose aujourd'hui sur la scène internationale, les scores des listes se rapportant à cette vision et à ce référentiel ont été, eux aussi, en deçà de ce qu'on aurait pu leur prêter comme audience et assise populaire avant ces élections.

Le dernier éclairage, découlant de ces élections, est que leurs résultats font apparaître qu'il serait fortement indiqué, pour un meilleur discernement des attentes des tunisiens et des tunisiennes, de se pencher d'une manière attentive sur les résultats des Partis, ou des listes, se réclamant du Centre de l'échiquier politique qui sont loin de correspondre à l'attachement « assigné » à la société tunisienne pour les valeurs de cette famille politique s'articulant autour de la modération et du rejet des « extrémismes ».

Le deuxième lot d'éclairages est consacré aux résultats réalisés par le Parti Ennahdha. A ce propos, on commencera par relever que la répartition géographique et sociale du vote « islamiste »⁶ :

- relativise, dans une large mesure, la pertinence d'un argument, longtemps mis en avant, consistant à affirmer que la base populaire de la mouvance islamiste est, typiquement, composée par les personnes appartenant aux couches défavorisées, sur le plan social, et faisant état d'un niveau scolaire très bas, du côté de l'éducatif,
- laisse entrevoir que l'appartenance et la proximité de cette mouvance transcendent le critère économique, social et éducatif, qu'elle relève, également, du culturel et qu'elle répond à des motivations allant certainement au-delà de celles qui n'auraient d'autre substance que l'amélioration des conditions matérielles quand bien même celle-ci peut être recherchée par les adhérents, les proches et les votants de cette mouvance.

Par conséquent, les résultats de ces élections rendent très difficilement défendable cette image longtemps véhiculée sur le plan national et international présentant le « terroir » de l'islamisme composé par des jeunes analphabètes, pauvres, sans aucune perspective et appartenant à des milieux défavorisés et incultes les rendant des proies faciles, dessaisis de leur volonté et « égarés » qu'ils sont, à un islamisme dogmatique et doctrinaire et dont le spectre va du simple « soufisme » jusqu'à la « salafia jihadia ».

Toute personne aujourd'hui qui se veut objective, quelle que soit son appartenance politique, se doit de reconnaître que les gens qui font partie de cette sensibilité politique le sont parce qu'ils le veulent et que cette sensibilité comprend au niveau de sa base tout le spectre social et éducatif allant, respectivement, du plus démuné au plus nanti et du moins instruit au « super diplômé ».

Dans la même optique, il est à relever tous les débats qui, tout en mettant en avant la dimension empirique des résultats du Parti Ennahdha et de son poids politique, avaient en réalité pour arrière-plan le poids de la sensibilité islamiste dans la société tunisienne avec toute la portée qualitative que ceci était censé avoir en termes de fondamentaux du projet de société ambitionné par les Tunisiens pour la période à venir.

C'est dans ce registre que s'inscrivent des arguments du type : Ennahdha n'a représenté que le tiers des électeurs, que près de 20% des électeurs potentiels ou encore qu'elle est minoritaire, avec ses 41%, par rapport au pôle « moderniste » pour ne pas dire « anti-islamiste ».

Pour notre part, il nous semble primordial d'insister sur la fragilité d'un tel argument dans un débat aussi profond devant laisser entrevoir, finalement, les préférences et les choix des tunisiens quant au poids, et par conséquent le rôle, qu'ils veulent accorder à la religion dans le projet de société qu'ils souhaitent adopter.

Cet argument ne peut trancher un tel débat car, quelle que soit la lecture qu'on s'ingénue à faire de ces résultats, le fait politique certain est que ces élections ont fait apparaître Ennahdha, du moins quantitativement, comme le Parti politique le plus important de la Tunisie et qu'il est arrivé à l'être malgré un scrutin qui lui était très défavorable.

En effet, tout en se référant aux résultats observés, il est facile de montrer que si on avait opté pour l'organisation de ces élections pour un autre mode de scrutin, en l'occurrence le scrutin majoritaire, qu'il soit à un tour qu'on retrouve en Grande Bretagne, la démocratie de référence dans le monde anglo-saxon, ou qu'il soit à deux tours qui est le plus utilisé en France, la démocratie de référence dans le monde latin, Ennahdha serait non seulement le premier Parti mais aussi le Parti faisant état d'une majorité très confortable.

Par le troisième lot d'éclairages que nous ont livrés ces élections, nous allons revenir, un tant soit peu et pour des considérations différentes, sur les scores enregistrés lors de ces élections par le CPR et « El Aridha ».

Pour ce qui est du CPR, sa performance électorale aurait mérité certainement une analyse plus approfondie pour, au moins, deux raisons qu'on ne fera que citer malgré tout l'intérêt que représentent les enseignements qui peuvent en être tirés pour la dynamique d'avenir que pourrait connaître notre pays⁷.

La première raison est qu'il est le seul Parti qui a partagé avec Ennahdha cette présence, même si quantitativement de moindre importance, dans un très grand nombre de régions.

La deuxième raison, expliquant sans doute dans une large mesure cette présence, c'est un Parti qui s'est distingué tout au long de la campagne par des positions très claires et très tranchées sur des questions aussi importantes que le rapport à l'ancien régime et celui devant prévaloir entre le politique et le monde des affaires en abondant, entre autres, la question du financement des Partis.

De ce fait, il a réussi à se faire percevoir comme étant un Parti qui s'assume, qui a des positions fermes tenant compte en premier lieu de ses convictions et non de leur impact éventuel sur ses résultats dans les élections. En d'autres termes, il est à penser que c'est l'image qu'il a fait passer auprès de l'opinion publique, à travers l'ensemble de ces messages et non le contenu de ces messages pris un à un, quand bien même ils sont importants, qui lui a valu sa performance électorale.

Concernant El Aridha, troisième Parti en termes de répartition régionale et de sièges, il semble de par ses résultats, et outre une présence très appréciable dans la ville natale de son Président, que la méthode consistant à faire des propositions tangibles aux effets perçus comme étant directs sur les conditions de vie des gens, notamment, de celles prévalant dans les milieux les plus démunis peut s'avérer très percutante de par la grande pauvreté et les grandes difficultés sévissant dans ces milieux.

Si la disponibilité des données le permettait, il aurait été, bien évidemment, indiqué de compléter cette discussion des résultats de ces élections pour s'intéresser de plus près à ceux réalisés par certains Partis, notamment, tels que les résultats enregistrés par le PDP qui ont été considérés par beaucoup d'observateurs très en deçà de ceux qui étaient attendus et de ceux que laissaient entrevoir différents sondages, faisant de ce Parti, en termes relatifs, l'un des plus grands perdants de ces élections.

Dans le même ordre d'idées, il aurait été, également très instructif de s'attarder sur les résultats de certaines listes indépendantes telle que celle conduite par Monsieur Abdelfatah Mourou pour ce qu'il représente, en tant qu'itinéraire politique, et de par le discours qu'il a choisi tout au long de la campagne qui se voulait conciliateur et rassembleur notamment sur cet aspect de l'identité et de la position de la religion.

Éléments de synthèse en perspective des prochaines élections...

Pour formuler les éléments de cette synthèse, non sans relation entre eux, nous allons nous référer aux enseignements précédents, à certains faits et évolutions enregistrés tout au long de ces trois dernières années par la vie publique en Tunisie et aux observations relevées par quelques sondages récents sur des aspects discutés par nos développements.

Le premier élément de synthèse est qu'il semble que le rapport des tunisiens au politique est encore loin de ce qu'on aurait pu attendre dans une phase de transition démocratique où la motivation de s'engager dans la politique est censée être élevée rien que comme traduction et reflet de la volonté des gens à s'assurer de la non réversibilité du processus et du non-retour de l'ancien régime en tant que culture et pratique politique.

Dans ce cadre, et quand bien même il y aurait lieu d'être prudent en matière d'utilisation des résultats de certains sondages, il est à relever cette grande concordance entre ce que font apparaître ces derniers en termes de déficience apparente de cette motivation et ce comme ont tendance à en témoigner plusieurs indicateurs tels que les chiffres affichés en matière d'adhésion aux partis politiques ou encore ceux relatifs à la présence dans les activités politiques de ces partis. A titre

d'illustration, et en plus de ce que laisse entrevoir la réalité observée en la matière à travers les discussions et les contacts avec les gens, les résultats publiés en janvier 2014, par un sondage effectué par le bureau 3C, montrent que 94% des tunisiens affirment qu'ils ne sont inscrits à aucun parti, 87,4% d'entre eux déclarent n'avoir pas assisté à des réunions politiques après « la révolution » et 80,6% affirment n'avoir pas participé à des manifestations politiques après « la révolution ».

Le deuxième élément de synthèse est que ce rapport au politique, relativement peu appréciable au regard de ce qu'on aurait pu attendre d'un peuple venant de vivre une révolution contre une dictature politique, pourrait être la conséquence d'une offre politique non suffisamment élaborée dans son contenu et/ou inappropriée dans le choix de sa pédagogie et de ses vecteurs de communication.

On serait d'autant plus enclin à le penser, et au-delà des arguments déjà présentés sur la nécessité de structurer l'offre politique autour de projets de société en vue de donner aux débats et à la concurrence politiques la dimension requise par la situation du pays, en se référant notamment aux chiffres ayant trait aux niveaux d'indécision des tunisiens et des tunisiennes pour ce qui est de leurs choix pour les prochaines échéances électorales qu'elles soient législatives (en termes de partis politiques) ou présidentielles (en termes de candidats).

Le troisième élément de synthèse concerne l'évolution observée de la vie publique tunisienne et cette tendance qu'elle laisse entrevoir en termes de bipolarisation de sa scène politique.

Sans rentrer dans ses avantages et ses inconvénients qui peuvent être appréciés différemment en fonction de ses conséquences sur des aspects allant de la stabilité politique et la gouvernance du pays jusqu'à la représentativité des partis et de leurs bases électorales, il y a lieu de relever que cette tendance n'est pas en train de se faire, nous semble-t-il, de la manière qui pourrait enrichir et servir de point d'ancrage à un débat ayant pour objet ultime d'esquisser un projet de société.

En effet, telle qu'elle se dessine, cette bipolarisation est ramenée à un clivage entre le modernisme et le conservatisme qui gagnerait en intérêt et en clarté, si au lieu de le réduire comme c'est le cas actuellement à une opposition confuse entre l'héritage prêté à Bourguiba et le discours ambigu de Ennahdha en la matière, on essaye d'en faire une trame pour reprendre d'une manière approfondie et adaptée à la réalité tunisienne un débat, qui a toujours été présent tout en prenant des formes différentes, entre la modernité et l'islamisme.

Donner une telle profondeur à ce débat permettrait non seulement de le libérer de cette bataille à la filiation bourguibienne et son instrumentalisation pour des considérations politiciennes mais aussi et, surtout, de fortement l'orienter sur des questions portant sur des choix de société devant servir de base à l'offre politique au cours des prochaines échéances électorales, de matrice à des alliances politiques réfléchies et de critères pour des votes et des comportements de votes assumés.

Finalement, il reste à souhaiter, alors que le pays se prépare à vivre des élections importantes pour son devenir, que des enseignements ont été tirés de l'organisation des élections du 23 octobre 2011 surtout que :

- celle-ci a nécessité un grand concours de « l'étranger », allant de l'assistance technique jusqu'à l'observation et le contrôle de leur transparence,
- l'impression qui en est ressortie est que sans ce concours, la Tunisie était mal outillée pour les organiser en témoigne le fait que plusieurs de leurs insuffisances ont été justifiées, par l'ex-Président de l'ISIE, par l'inexpérience du pays en la matière.

Améliorer la capacité de la Tunisie à réaliser d'une manière plus autonome de telles élections avec la fiabilité et la transparence voulues ne pourra que renforcer la conviction des tunisiens et des tunisiennes de l'importance de leur rôle en tant qu'acteurs et bénéficiaires de la démocratisation de la vie publique et de leur responsabilité dans la prise en charge de leur destinée et du destin de leur pays.

Notes

¹ Un dénominateur commun s'articulant autour de « la nécessité de rompre avec les pratiques de la dictature... et l'établissement de la souveraineté du peuple... qui a été longtemps privé de son droit de choisir et de décider librement de sa destinée ».

² Une telle proximité pouvant donner lieu et se traduire dans sa forme la plus élaborée à une adhésion organique à ce Parti.

³ La présence de questions de fond en rapport avec les choix de société est « normalement » incontournable dans des élections prenant place dans un contexte d'après « révolution » censée notamment marquée une rupture avec le passé et ses choix fondamentaux.

⁴ Un des arguments plaçant pour une telle approche serait le grand nombre de Partis et de listes indépendantes qui se sont présentés à ces élections et qui ont donné lieu à une sorte de déperdition des voix qui, combinée aux raisons précédentes, rend encore moins rigoureux tout exercice voulant déterminer d'une manière objectivement « utilisable » ces élections pour connaître la cartographie politique « exacte » du pays.

⁵ Pour la Gauche, ces courants comprennent les partis d'obédience religieuse.

⁶ Ce vote va certainement au-delà de la base électorale « effective » du Parti Ennahdha pour comprendre celui qui est en rapport avec la mouvance islamiste dans son ensemble.

⁷ Ceci ne sera pas possible à défaut de disposer, comme ce fût le cas pour les résultats des autres partis, de données plus fines et plus ciblées sur son électorat et leurs motivations.

Qui sommes-nous ?

Le *Centre de Tunis de la Réflexion Stratégique* a pour motivation première de participer au développement de *la vision stratégique* dont le pays a besoin, une vision devant lui conférer la capacité d'apprécier d'une manière plus rigoureuse le spectre des possibles qui lui est offert et de fournir aux différents acteurs des éclairages les aidant à rationaliser davantage leurs décisions en tenant, notamment, compte en amont et en aval de leur dimension stratégique.

La Réflexion du CTRS

Cette publication propose de nouvelles grilles de lecture et de paradigmes autorisant une meilleure compréhension et une prise en charge plus adaptée des intérêts des parties impliquées dans la prise de décision à différents niveaux. Ce faisant, elle ambitionne de fournir les éléments nécessaires pour une meilleure visibilité et une intelligibilité plus conséquente d'un environnement devenant de plus en plus complexe et plus instable aussi bien sur le plan international que régional.

A propos de l'auteur

Sémi Cherif est le président du C.T.R.S. Diplômé de l'Université de Sorbonne (Doctorat d'Economie et Maîtrise de Sciences Politiques) ainsi que de l'Institut de Défense Nationale de Tunis, Sémi Cherif possède une riche carrière d'universitaire et de haut cadre dans la fonction publique. Ses champs d'intérêt couvrent un large éventail de thématiques : questions macroéconomiques et sectorielles, politique économique et compétitivité, politique de l'emploi, politique de lutte contre la pauvreté, économie internationale, analyse prospective, stratégie et relations internationales.